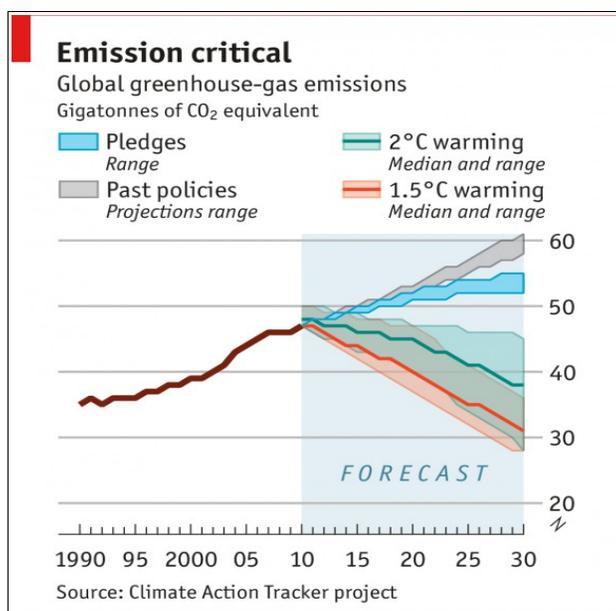


5 novembre 2016

Québec solidaire s'engluie dans un débat stérile concernant le PQ Alors que l'Accord de Paris ratifié menace l'humanité

« "Nous avons fait en neuf mois ce qui avait pris huit ans pour le protocole de Kyoto", s'est réjouie jeudi la présidente de la 21e Conférence des parties (COP21) et ministre française Ségolène Royal [... soit de] maintenir l'augmentation de la température "bien en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels", tout en promettant de "poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5 °C" ». Rien de tel de rétorquer ce jeudi-ci le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) qui constate que « que les objectifs volontaires établis par les États signifient que le monde se dirige d'ici 2100 vers des températures de +2,9 à +3,4 °C, ce qui serait synonyme d'impacts dévastateurs. »¹

Comme une image vaut mille mots, The Economist Expresso du 4/11/16, qu'on ne saurait targuer de gauchisme, publie l'éloquent graphique suivant qui montre clairement que les engagements nationaux de la Conférence de Paris ne sont qu'une amélioration marginale du statu quo. Par contre, les engagements pour une chance de 60% de ne pas dépasser une hausse de 2°C et de 1.5°C de la température terrestre à l'horizon 2100 exige de décrocher dès maintenant du comportement suicidaire, du point de vue de la civilisation, propre au néolibéralisme guerrier :



De préciser l'anticapitaliste Daniel Tanuro :

Le GIEC évalue à 400 gigatonnes la quantité d'équivalent CO₂ qui peut encore être ajoutée à l'atmosphère entre 2011 et 2100 pour avoir 60% de chance de ne pas dépasser 1,5°C de réchauffement. Les émissions annuelles étant de 40GT environ, l'humanité peut encore émettre des gaz à effet de serre pendant 5 à 6 ans au rythme actuel. Il est évident que ce « budget carbone pour 1,5°C » sera dépassé et il est fort probable que le « budget pour 2°C » (il reste 800GT) le sera également. [...] l'élimination des HFC [prévue par l'entente de Kigali²] est très loin de combler le fossé entre les [plans nationaux de la Conférence de Paris] et l'objectif de 1,5°C. Toutes choses étant égales, les 90 GT d'équivalent CO₂ économisées donnent un délai supplémentaire de deux ans environ pour cesser d'émettre des gaz à effet de serre. Pour 1,5°C maximum, cela fait 7 à 8 ans au lieu de 5 à 6...

Du point de vue capitaliste, la grande difficulté commence ici. En effet, remplacer les HFC est

¹ Alexandre Shields, [L'Accord de Paris entre en vigueur ce vendredi](#), Le Devoir, 4/11/16

² Guy Taillefer, [Le chaud et le froid](#), Le Devoir (éditorial), 18/10/16

relativement aisé puisqu'il y a des alternatives qui ne grèvent pas les profits. Sortir des combustibles fossiles est beaucoup plus compliqué car 4/5e (au moins !) des réserves connues doivent rester dans le sol. Or, ces réserves sont du capital, incluant des promesses de profit. Il y a donc une « bulle de carbone ». Elle représenterait un quart à peu près des valeurs cotées en bourse des cent plus grandes entreprises (FTSE100), soit un ordre de grandeur analogue à la bulle de 2008.³

Bien sûr, on peut toujours compter sur ces super optimistes du miracle des institutions et de la technologie pour qui « 'L'Accord de Paris s'est conclu sur un 'momentum' de la communauté internationale" [... et pour qui] "[I]a transition est inévitable. Elle va se faire" [... et qui] estime[nt] qu'Ottawa fait désormais partie du camp des pays qui cherchent des solutions. Reste qu'au pays, les promesses "vertes" du gouvernement Trudeau se sont heurtées à la réalité politique canadienne, où le secteur des énergies fossiles occupe toujours une place prépondérante. [... Il s'ensuit que] le gouvernement Trudeau a approuvé récemment un imposant projet d'exportation de gaz de schiste et qu'il doit décider sous peu du sort d'un autre projet [Kinder Morgan] destiné à l'exportation de pétrole des sables bitumineux... ».⁴ Et dire que ce gouvernement, tout en conservant les cibles de réduction de GES du précédent gouvernement Conservateur, est devenu la coqueluche du capital financier apeuré par les Brexit et Trump de ce monde. Pour cette raison, le Canada fait la couverture du magazine de la City, The Economist⁵.

La gent capitaliste a renoncé au négationnisme climatique sauf Trump et consorts comme chefs de file extrémistes d'un peuple de droite apeuré, manipulé et enragé s'agrippant désespérément aux acquis qui lui restent faute de signal fort à gauche. Elle a son plan climatique, dit « capitalisme vert », à mettre en branle sur le dos des peuples, surtout les plus pauvres où femmes et enfants sont plus qu'en proportion⁶. On le trouvera résumé en huit courts points dans l'article de Daniel Tanuro et en plus élaboré et bonifié dans l'annexe 3 de mon essai « [Les conditions idéales du capitalisme vert à la québécoise — Électrification à bon marché des transports pour Québec Inc](#) ». Cette fuite en avant vers le désastre signale que « la convergence et finalement la fusion des crises économique et environnementale soulèvent simultanément deux questions liées : l'avenir du capitalisme et [...] l'avenir de l'existence de la société civilisée. »⁷ :

La barbarie, en tant que résultat possible de l'effondrement du système, est une perspective beaucoup plus concrète et précise aujourd'hui qu'elle ne l'a été dans les années 1920 et 1930. Même les horreurs d'Auschwitz et de Hiroshima apparaîtront minimes par rapport aux horreurs que l'humanité devra affronter dans la décrépitude continue du système. Dans ces circonstances, la lutte pour une issue socialiste prend la signification d'une lutte pour la survie de la civilisation humaine et du genre humain.⁸

Pour la direction Solidaire le nombrilisme nationaliste écrase l'écologie internationaliste

On se serait donc attendu à ce que cet enjeu soit la priorité du prochain conseil national de Québec solidaire de la mi-novembre d'autant plus que le congrès du printemps dernier lui a tracé la voie en faisant de Québec solidaire peut-être le seul parti parlementaire au monde à avoir voté des cibles de réduction de GES conformes à la Conférence de Paris — une baisse des deux tiers en 2030 par rapport à 1990 — en plus de rejeter le marché et la taxe carbone. Cette décision relève-

3 Daniel Tanuro, [Climat : la COP22 au Maroc et la ratification de l'accord de Paris : cette transition n'est pas la nôtre !](#), Revue la Gauche de la LCR belge par ESSF, 3/11/16

4 Alexandre Shields, [Éviter le naufrage climatique: mission difficile](#), Le Devoir, 5/11/16.

5 The Economist (premier éditorial), [Canada's example to the world — Liberty moves north](#), 29/10/16

6 Un élément clef en est le captage et le stockage du CO₂ « [m]ais l'exemple canadien démontre qu'il s'agit dans certains cas [sic] d'une fausse bonne idée. » (Karl Rettino-Parazelli, [Solution imparfaite à un problème mondial](#), Le Devoir, 5/11/16). Quant à vouloir recycler le CO₂ au lieu de l'enfouir comme le suggère l'article, voilà une autre fausse bonne idée car le besoin est minimal par rapport à une offre pharaonique.

7 François Chesnais, Le cours actuel du capitalisme et les perspectives de la société humaine civilisée, INPRECOR, septembre-novembre 2016

8 Ernest Mandel, Introduction, dans Karl Marx, Capital, volume three, Penguin, 1981, page 89, traduit et cité par François Chesnais, idem. Dès 1981, à l'aube de l'ère néolibérale, Ernest Mandel, qui avait déjà compris et expliqué la faillite des « trentes glorieuses » alors qu'elles étaient à leur apogée, anticipait la catastrophe qui pointait du nez mais qui était clairement incrustée dans les contradictions du développement capitaliste.

t-elle du nombrilisme nationaliste venu du PQ pour corrompre la fibre altermondialiste et écologique présente à la naissance de Québec solidaire et qu'on lit dans sa Déclaration de principes ?⁹

Est-ce la raison pour laquelle le parti, tout comme le mouvement écologiste francophone québécois, ignorent le combat crucial canadien pour empêcher le gouvernement Trudeau d'approuver en décembre la construction de l'oléoduc de Kinder Morgan en Alberta et en Colombie britannique ?¹⁰ Peut-être espère-t-il secrètement que son approbation pourrait épargner au Québec celui d'Énergie est de Trans Canada ?¹¹ Les mêmes acteurs font fi tout autant du dur affrontement de Standing Rock au Dakota devenu un enjeu national aux ÉU et la cause célèbre de l'heure du mouvement écologique en Amérique du Nord¹². Il faudrait rappeler ces vérités internationalistes à la direction du parti et à la gauche prétendument écosocialiste qui la soutient¹³.

Un Plan vert pour sortir du pétrole et pour le plein emploi écologique serait certainement la réponse la plus convaincante pour à la fois rejeter un PQ identitaire-néolibéral et rallier la jeunesse branchée à 100 000 volts sur l'écologie. L'indépendance nationale est nécessaire pour rompre avec un Canada bandé sur l'axe Calgary-Toronto, pour rejeter oléoducs et trains de la mort et pour prendre le plein contrôle de notre épargne nationale nous donnant les moyens politiques et financiers de nos nécessaires ambitions écologiques. Ainsi l'indépendance aurait-elle le soutien de la gauche canadienne et étasunienne.

Le Plan vert rejetant auto solo, électrique ou pas, et REM au bénéfice d'un corrompu Québec Inc., sur lesquels la direction Solidaire se tait, réconcilierait les générations dans une perspective renouvelée de libération nationale et d'émancipation sociale. Il rendrait la nouvelle génération fière de parler la langue adossée à ce nouveau projet de société tout comme l'ancien projet de modernisation tumultueuse, dite faussement « révolution tranquille », se transformant en révolution sociale, avant que le PQ ne le chloroforme il y a 40 ans¹⁴, avait projeté le français sur le devant de la scène. Et il renforcerait l'unité des genres dans un combat commun, dont la facette féministe est évidente¹⁵, et contribuerait puissamment à soustraire la jeunesse radicalisée à la tentation du djihadisme¹⁶.

Marc Bonhomme, 5 novembre 2016,
www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

9 Québec solidaire, [Déclaration de principes](#), février 2006. Ce fut le seul texte voté, à part les statuts, lors de l'assemblée de 1000 personnes fondant Québec solidaire.

10 Charles Côté, [Occupation terminée au bureau du ministre Garneau](#), La Presse, 4/11/16

11 Il faut cependant souligner l'unilinguisme anglais des deux principales organisations pan-canadiennes impliquées dans la mobilisation contre l'oléoduc Kinder Morgan, soit la branche canadienne de 350.org et The Council of Canadians. Toujours et encore les « deux solitudes ».

12 Bill McKibben (fondateur de 350.org), [Why Dakota Is the New Keystone](#), New York Times, 28/10/16

13 Bernard Rioux, [Derrière ses postures d'environnementalistes, Justin Trudeau maintient les politiques conservatrices en matière de climat](#), Presse-toi-à-gauche, 1/11/16. Tout en vantant la cible inadéquate du gouvernement français, l'auteur « oublie » de mentionner la cible adéquate de Québec solidaire. Tout en mentionnant le gazéoduc Pacific Northwest et les oléoducs Énergie est et Keystone, l'auteur « oublie » de mentionner la lutte de l'heure au Canada, celle contre l'oléoduc de Kinder Morgan. La mise en évidence de ces informations auraient dérangé la direction Solidaire.

14 Société St-Jean-Baptiste, [Commémoration de l'accession au pouvoir du Parti Québécois — 40 ans, 1976-2016](#)

15 Samanta Velandia, [Un mur de femmes devant Suncor pour manifester contre les sables bitumineux](#), Métro-Montréal, 8/03/15

16 Frédéric Dejean, [La radicalisation, une « crise de l'engagement » — Le travail de prévention doit être bâti autour d'une \(re\)découverte du politique](#), Le Devoir, 3/11/16. Souvenons-nous que le Jour de la terre 2012 fut un grand moment de mobilisation du Printemps érable. De tels moments, que le Plan vert transformerait en plan de lutte, sont aptes à déradicaliser du djihadisme à la racine.